

IDEX : lettre aux résignés réalistes

Par Alain Trautmann, chercheur à l'Institut Cochin, membre du CS de l'université Paris Descartes.

La politique des Investissements d'Avenir devrait et pourrait aujourd'hui être remise en cause. Elle a été décidée par le gouvernement précédent, pour des motifs très discutables, qui seront explicités un peu plus bas, et elle fait courir des risques graves à notre système d'enseignement supérieur et de recherche (ESR), nous allons y revenir. Dans ces conditions, il serait logique et souhaitable que le nouveau gouvernement remette profondément en question cette politique. Or aucune révision majeure et précise sur ce sujet n'a été annoncée jusque là. Les semaines à venir permettront de voir ce qui l'emportera, des prises de position du PS hostiles à la politique de N. Sarkozy pour d'ESR, ou de la complaisance d'une partie de la CPU (Conférence des Présidents d'Université) par rapport à cette même politique.

Quant aux professionnels concernés (chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs et administratifs), ils semblent pour la plupart résignés à la poursuite de cette politique. Largement par ignorance, car ni la structure des usines à gaz en train d'être élaborées, ni les conséquences de leur fonctionnement ne sont très évidentes à saisir¹. Et puis par réalisme : la mise en place des multiples nouvelles structures, Labex, Idex etc... a demandé tellement d'énergie que beaucoup ne souhaitent pas remettre tout en cause, surtout s'ils peuvent en être bénéficiaires, ce qui pourrait être le cas d'une majorité des laboratoires situés en région parisienne. C'est ainsi qu'on se résigne, qu'on accepte un système dévorant toujours plus de temps pour le montage de projets et de leur évaluation permanente, au détriment de nos véritables métiers : l'enseignement et la recherche.

Mais revenons point par point sur les affirmations précédentes.

Retour sur les Investissements d'Avenir

La mise en place des Investissements d'Avenir a été motivée par des raisons masquées par le rideau de fumée de fausses évidences en forme de piège². Les vraies raisons étaient celles d'un pouvoir politique qui voulait, mais sans le dire, remettre radicalement en cause le modèle français d'une université ouverte à tous, en la remplaçant par une université à deux vitesses, avec des universités d'excellence, très sélectives, pour la reproduction de l'élite, et des collèges universitaires pour le reste. Ce même pouvoir jugeait que la recherche doit d'abord servir à l'innovation, et que notre pays doit davantage innover sans trop investir³. Dans cette logique, une recherche publique avant tout vouée à l'innovation doit être contrôlée par un pouvoir central, qui définira les principaux domaines de recherche, retirera l'excès de liberté de recherche aux structures trop autonomes (CNRS, universités), laissera aux trop nombreuses universités le soin de ne faire que de l'enseignement pour concentrer l'effort de recherche sur quelques sites (excluant les "nuls" de l'Ouest et du Nord de la France). Les sommes investies dans quelques sites choisis seront prises sur le budget général de l'ESR⁴. Ceci limitera l'effort budgétaire réel d'aujourd'hui, en reportant cet effort sur les années et les générations qui suivent (logique d'un emprunt, tout grand soit-il).

¹ Tout est fait pour entraver la compréhension d'un paysage sans cesse mouvant. Qui peut expliquer ce que seront les prérogatives des PRES quand les Idex fonctionneront, ou celle des Idex quand les universités unifiées seront mises en place, si elles le sont ? Tout ceci sera-t-il empilé sans aucune simplification ?

² "Vous voulez une recherche et un enseignement supérieur de qualité, n'est-ce pas, donc vous voulez l'excellence! Vous voulez qu'on gaspille moins, qu'on investisse pour l'avenir ?" Etc...

³ Tentative de quadrature du cercle vouée à l'échec, tant il est bien établi qu'innovation et investissement sont étroitement liés.

⁴ Voir les réductions majeures récentes des budgets des organismes de recherche, et le nombre d'universités n'arrivant pas à boucler leur budget, ou le faisant en coupant dans l'offre d'enseignement.

La réalité de ces Investissements merveilleux

Si la suite des réflexions concerne les professionnels qui sont dans des Idex, on ne saurait oublier les autres, ceux qui se trouvent dans des territoires ayant été écartés du système, et qui n'ont eu droit qu'aux réductions de crédits pour tous, décidées en parallèle aux Investissements dits d'Avenir.

Sur les 7.7 milliards d'euros annoncés pour le plan Idex, moins de 7 ont été vraiment distribués; on ignore où est passé le milliard manquant. Prenons l'exemple de SPC (Sorbonne Paris Cité) : 1300 millions demandés, 800 attribués, soit 40% de moins. Qui donneront 27.4 millions d'intérêts par an dont une dizaine sera affectée automatiquement aux Labex; restera environ 17 millions "libres d'utilisation" pour 8 établissements, soit 1.1% de leur budget annuel global (1500 millions), salaires compris (mais n'oublions pas qu'une partie du budget Idex peut précisément concerner des salaires).

Ces quelques % du budget universitaire ne seront en réalité pas libres d'utilisation : ils seront bloqués sur un compte de la Caisse des Dépôts, et seront affectés par l'ANR *dans la limite des fonds disponibles* à cet effet (le projet de convention prévoit explicitement qu'ils pourraient être inférieurs à la somme annoncée). En outre, s'ils sont utilisés à des fins qui n'auraient pas l'approbation de l'ANR, cette dernière pourrait demander leur remboursement. Les établissements membres vont donc s'engager dans un processus aux conséquences très lourdes au niveau de leur organisation, en espérant recevoir des fonds non garantis, représentant environ 1% de leur budget. Ce budget Idex sera sous très haute surveillance, et les universités autonomes n'auront donc ... aucune autonomie fondamentale pour son utilisation.

Risque inhérents à l'acceptation de cette politique

Pour les "bénéficiaires" des Idex, les sommes affectées au titre de l'Idex auront un coût : elles ne seront utilisables que si, pour chaque euro de l'ANR/Idex, l'université met deux euros, un sur ses fonds propres et l'autre sur une autre source de financement. Tout projet Idex contrôlé par l'ANR demandera des fonds propres de l'université, qui se trouveront donc aussi indirectement contrôlés par cette agence. Ces projets devront donc systématiquement faire l'objet de montages financiers, bien dans la logique des concepteurs des usines à gaz Idex. Chaque projet aura en outre un coût induit par les salaires des personnes mobilisées pour le montage financier, puis d'autres personnes qui renseigneront en permanence les indicateurs multiples nécessaires à démontrer aux évaluateurs ANR que le projet a été constitué de façon correcte, puis, tous les 6 mois, qu'il progresse comme cela a été annoncé dans le projet initial. Il y aura donc un coût difficile à estimer, probablement élevé, et qui réduira *la somme réellement mise à la disposition des universités et des laboratoires de SPC à moins de 1% de leur budget global*.

C'est pour ce bénéfice que de nombreux collègues se résignent à laisser se mettre en place une politique dont les conséquences les plus graves pourraient se situer au niveau des mentalités : pour profiter de nos moyens Idex (tout limités qu'ils soient), on ne protestera pas contre le processus d'asphyxie du CNRS jugé trop libre, trop autonome par le gouvernement précédent. On acceptera un système renforçant les comportements individualistes : remplir docilement des fiches d'évaluation à répétition même si on les trouve absurdes; s'installer dans une logique de compétition permanente, pour les labels d'excellence, pour les prime individuelles. Les IDEX vont commencer à fonctionner, en garantissant un traitement privilégié aux équipes faisant partie du Peridex ou périmètre d'excellence (37% des personnels pour SPC). Dans la période à venir, tenter d'entrer dans ce Peridex fera partie des préoccupations des équipes qui n'y sont pas encore; l'évaluation permanente, déjà obsédante dans la période récente, le deviendra plus encore. On commence à voir se creuser le fossé entre les "excellents" qui ont obtenu un Labex, et les autres qui n'en ont pas obtenu, et les "excellents" se regrouper pour mieux profiter de la manne. Cette logique commence à créer ses effets déstructurants. La pratique de la recherche doit-elle être, dans l'avenir, dominée par l'individualisme, la compétition, l'excellence autoproclamée, l'absence de solidarité? Est-ce bien cela que nous voulons ?

Des IDEX aux méga-universités

Huit IDEX ont été mis en place. Six d'entre eux ont signé une convention tripartite (entre l'Etat, l'ANR et le PRES), et les deux derniers (Toulouse et SPC) ont signé une pré-convention. Un engagement majeur pris par la direction des IDEX est la constitution à un horizon proche de méga-universités. Pour l'IDEX SPC, celui-ci devrait donner lieu dès 2016 à une université unifiée USPC regroupant 8 établissements⁵, qui aurait environ 120.000 étudiants.

Quand on connaît la réalité des 8 établissements concernés, on peine à être convaincu que la fusion de tous ces établissements accomplira les miracles annoncés. Que le lecteur tente sérieusement d'imaginer, après chaque expression qui suit, en quoi l'association de Science Po avec l'Institut de Physique du Globe ou l'Ecole de formation de directeurs d'hôpitaux, peut justifier ces prédictions : « *Les universités se regroupent pour proposer des formations plus riches, plus lisibles, au service des étudiants (...) Elles se regroupent pour mener des recherches plus ambitieuses, pluridisciplinaires (...) Elles se regroupent pour accroître leur attractivité nationale et internationale. Elles se regroupent pour s'associer avec les grandes écoles et pour recréer le lien entre écoles et universités, si profitable à notre société et à la justice sociale.*⁶ »

On veut nous convaincre absolument que *big is beautiful*, ne serait-ce que parce que la future méga-université grimpera mécaniquement dans le classement de Shangaï, comme l'indique le début du projet de l'IDEX SPC, dans un style tristement caractéristique de ce type de document⁷.

Jean-Yves Mérindol, ancien président de l'Université de Strasbourg, récemment nommé conseiller ESR de François Hollande, a écrit qu'une raison majeure de ces évolutions serait "*la nécessité d'arriver à une taille critique internationalement visible*". Je serais curieux de savoir comment on mesure une "*taille critique internationalement visible*" (comme si la visibilité devait primer la qualité ou l'efficacité). Qu'est-ce qui prouve que les éléments de l'IDEX étaient en-dessous de cette taille critique, et qu'avec l'IDEX ils allaient passer au-dessus ? Rappelons que les universités mastodontes existent aux USA, mais ce ne sont pas les meilleures, loin de là ! Les universités d'élite, elles, y ont rarement plus que 20 à 30.000 étudiants, parfois moins⁸.

Ce qui est certain, c'est qu'un tel mastodonte réclamera une direction managériale resserrée. Toutes les décisions importantes seront prises très loin de la base que constituent les acteurs de l'ESR. Cela commence tout de suite : le projet IDEX est déjà très avancé, des conventions ou pré-conventions ont été signées, sans qu'il y ait jamais eu de discussion de fond dans les CA ou les CS des établissements concernés. Au point que le 12 avril 2012, le CA de l'Inalco a vigoureusement protesté, et que le 30 mai 2012 des syndicats ont déposé un recours contre la lettre d'engagement signée par le Président de l'Inalco envers l'IDEX SPC. Ce sont des avertissements précis, concrets, soulignant que les universités mastodontes sont peu compatibles avec des notions comme collégialité, transparence et démocratie.

⁵ École des Hautes Études en Santé Publique - Institut National des Langues et Civilisations Orientales (Inalco) - Institut de Physique du Globe de Paris - Sciences Po Paris - - Université La Sorbonne Nouvelle (P3) - Université Paris Descartes (P5) - Université Paris Diderot (P7) - Université Paris 13

⁶ Note dite de Fontainebleau par le bureau de SPC, 30 mars 2012

⁷ « *l'ambition (...) est de se hisser ensemble parmi les vingt premières institutions mondiales. La réunion de quatre universités et quatre grands établissements vise à accroître leur potentiel au cœur et à l'interface des disciplines, grâce aux nouvelles coopérations tissées à toutes les échelles pertinentes au sein du PRES conduisant à un maillage interdisciplinaire au service de la connaissance.* »

⁸ Certes, ces universités américaines renommées (moins de 10.000 étudiants à Yale) pratiquent la sélection à leur entrée, ont des rapports différents entre les 1er, 2e et 3e cycle de ceux qu'ils sont chez nous, ce qui amène certains à réfuter ces comparaisons chiffrées. Mais il n'en demeure pas moins que personne n'a fait la démonstration que pour les universités ayant plus de 10.000 étudiants (il y en a 30.000 à P5), plus une université est grande, meilleure elle est. Et en quoi Science Po sera plus visible s'il devient une partie de l'USPC ?

Que faire ?

Cette critique radicale du projet IDEX/Méga-universités ne vise pas les signataires de ces projets, donc les présidents d'université. Elle vise un processus délétère qui est en train de miner nos activités d'enseignants et de chercheurs. Ce processus a été voulu par un pouvoir politique hostile à la liberté dans la production et la diffusion des connaissances, mais il se met en place avec la complicité d'une partie des professionnels de l'ESR. Ce qui doit être combattu, c'est l'ignorance, la résignation, le petit réalisme ("*There is no other solution, le TINA de Margaret Thatcher. Autant s'adapter, même s'il faut s'asseoir sur des principes*"). Je n'en veux pas aux présidents d'université, qui ont estimé qu'ils ne pouvaient pas, en conscience, laisser leur université à l'écart d'une opération qui leur promettait des centaines de millions d'euros, serait sans doute décisive pour la place qu'occuperait leur établissement dans le paysage universitaire national, pour la décennie qui suivrait. Même s'ils voyaient mal où le train les menait, il fallait avant tout éviter de rester sur le quai. Ils ont donc travaillé d'arrache-pied à monter leurs dossiers. A cette occasion, avec leurs équipes, ils peuvent même avoir pensé à des améliorations réelles de notre système d'ESR. Ces propositions, prenons-les en compte, mais elles ne constituent aucunement une justification au projet IDEX-méga-universités. Elles auraient fort bien pu émerger dans le cadre de réflexions sur les améliorations à apporter à nos universités actuelles, sans bouleverser leur organisation globale.

Il est difficile d'envisager, aujourd'hui, que tout le travail investi dans la constitution des IDEX passe à la trappe. Mais une grande partie doit y passer : pour commencer, tout ce qui, autour de la notion de Peridex, risque d'affaiblir les coopérations en aiguissant les compétitions au sein d'un même établissement, d'un même Institut. Il faut se débarrasser aussi des processus faisant appel à un redoublement d'évaluation, à un contrôle des universités prétendues autonomes par l'ANR. Les liens qui ont commencé à être noués entre établissements peuvent être développés dans un cadre fédéral, comme pour l'Université de Californie, qui regroupe des universités, UCLA, UCSF, UCSD, largement indépendantes les unes des autres. Du projet IDEX, il faut garder ce qui a du sens, un sens compréhensible par une majorité de professionnels de l'ESR : un service commun pour la valorisation, les relations internationales, certaines filières communes, des mesures facilitant, pour les enseignants, le fait de donner des cours dans un autre établissement, etc... Rien de tout cela ne nécessite de créer une méga-université USPC à direction centrale.

Enfin, il faut ramener ce projet IDEX à sa juste mesure : pour les universités qui en ont bénéficié comme pour celles qui n'en ont pas bénéficié, le système IDEX contrôlé par l'ANR ne constitue aucunement un cadre favorable à l'épanouissement d'une véritable autonomie des universités, avec des personnels concernés, qui cherchent à améliorer le fonctionnement et l'image de leur université, qu'ils considèrent comme leur parce qu'ils se sentent écoutés, qu'ils ont à leur disposition des moyens raisonnables, annoncés dans un plan pluri-annuel.

C'est aux acteurs de l'ESR de défendre l'idée que *l'avenir des universités se situe en dehors des IDEX.*

AT, le 18 juin 2012.